

Paul Magnette

«Proximus? Cette boîte est gérée par un management incompetent»

LES PHRASES CLÉS

«La première chose à faire face à un patron qui dit qu'il n'a pas vu venir la digitalisation, c'est le virer et mettre quelqu'un de compétent à sa place.»

«Le statut de ces entreprises publiques n'est plus adapté: l'autorité publique doit être bien mieux informée et les travailleurs mieux représentés dans le management.»

«Mettre **Beifius en Bourse** est une **absurdité complète**.»

«J'aime bien les indignations mais je vois que **chez Ecolo et au MR aussi, on ne siègera pas forcément où l'on se présente**.»

INTERVIEW MARTIN BUXANT

Il y a ce vaste escalier de cérémonie où la moquette rouge cardinal est si épaisse qu'on semble ne jamais devoir cesser de s'y enfoncer. Il y a, au rez-de-chaussée, ces quelques géants parqués en attendant de sortir sans doute, pour l'une ou l'autre ducasse locale. Il y a cette maquette énorme d'une ville japonaise avec laquelle la cité de Charleroi est jumelée. Et il y a Paul Magnette.

Au premier étage de l'hôtel de ville de Charleroi, Monsieur le bourgmestre prend un café. Il doit être dans les 15h10 ce jeudi après-midi. Et il dit: «C'est vrai que cette maquette est un peu encombrante. On ne sait pas trop où la mettre.»

On n'est pas venu pour parler modélisme – même si le sujet est passionnant. On est en bord de Sambre pour évoquer avec le porte-parole du Parti socialiste (fonction officielle et dûment approuvée par le boulevard de l'Empereur) l'actualité politique passée et à venir. Il ne faut jamais très longtemps à Paul Magnette pour monter dans les tours, comme si la notion de tour de chauffe lui était inconnue ou synonyme de temps perdu.

Affaires courantes

On évoque les affaires courantes et l'actuelle impasse politique. «Sincèrement, je préfère vraiment ne pas avoir de gouvernement plutôt qu'un gouvernement comme celui qui était en place et qui était dirigé par Charles Michel.» Deux minutes d'interview, première flèche décochée. «C'est un gouvernement qui était injuste envers les gens les plus faibles, c'est un gouvernement où les libéraux ont renoncé à toutes leurs promesses du fait de ne pas aller gouverner avec la N-VA jusqu'à celui d'avoir une TVA élevée sur l'électricité, de mettre la pension à 67 ans ou de faire un saut d'index. Franchement, je préfère pas de gouvernement fédéral plutôt que cela. Plutôt rien que de continuer un travail négatif.»

La Belgique est en affaires courantes. «On ne doit plus faire aucune réforme substantielle jusqu'aux élections. Parce qu'en plus, ce ne sont pas des affaires courantes classiques: ici, le gouvernement est minoritaire. Il ne reflète plus rien, à peine un tiers des Belges. Ce gouvernement n'a aucune légitimité.» Certains estiment dès lors que le Parlement doit à présent gouverner en lieu et place de l'exécutif, Magnette est nuancé sur la question. «Sincèrement, le bric et le broc, ça ne fonctionne jamais bien. On va aller un coup dans un sens et un coup dans l'autre? Ici, il n'y a plus aucune direction. Il y a des gouvernements minoritaires en Europe, par exemple dans les pays nordiques, mais il y a une

ligne directrice et politique. Ce n'est pas le cas chez nous. Sauf si la N-VA appuie de l'extérieur. Mais un gouvernement minoritaire qui essaierait de faire passer plic ploc des mesures à la carte, ce n'est pas sérieux. On ne peut pas faire un jour la dégressivité des allocations de chômage avec les uns et prendre le lendemain des mesures sociales avec les autres. Penser qu'on va trouver des grandes solutions politiques pendant cette période d'affaires courantes et préélectorales, c'est quand même un peu hypocrite.»

On demande si le citoyen belge n'aurait pas eu davantage à gagner à retourner aux urnes. «On aurait pu faire ce choix quand le gouvernement est tombé, personne n'a peur des élections mais je crois que le sentiment général a été de constater qu'on était déjà entre plusieurs élections et qu'on n'allait pas en rajouter une couche: trois élections en 8 mois, ça faisait beaucoup.»

Magnette pointe la N-VA comme responsable de la chute de l'exécutif. «C'est clair. Les élections communales du 14 octobre ont terrifié les états-majors de la N-VA: 7% de voix en moins pour la N-VA et 7% de voix en plus pour le Vlaams Belang, avec un transfert de voix presque automatique entre la droite radicale et l'extrême droite. Du coup, la N-VA a provoqué la crise. La N-VA est lancée dans une course obsessionnelle pour récupérer potentiellement le terrain cédé au Vlaams Belang.»

Il poursuit: «Je ne dis pas que la N-VA est un

parti d'extrême droite, c'est un parti nationaliste de droite, conservateur, et qui ces derniers mois a effacé la nuance avec l'extrême droite. Et Theo Francken porte en particulier cette responsabilité. Quand il attaque les juges européens, quand il dénonce les conventions internationales, quand il tient des propos xénophobes, quand il dit être inspiré par le Belang, c'est ça. La N-VA utilise Francken pour contenir le Belang; ils ont franchi toutes les lignes rouges et je ne vois plus la distinction entre le Belang et la N-VA post 14 octobre. Je ne les mets pas complètement dans le même paquet mais je ne vois pas bien la différence. C'est un parti ambigu parce que dans le même temps la N-VA gouverne des villes avec Groen ou avec les socialistes flamands.»

Rien à faire avec la N-VA

On tente: vous excluez de gouverner avec la N-VA alors que le président Di Rupo est

plus nuancé... «Il n'y a qu'une légère nuance dans l'expression mais la position est très claire pour le PS: nous ne voulons pas gouverner avec la N-VA. Elle est anti-belge, nous pas. Elle est opposée à la Sécurité sociale et nous, c'est notre colonne vertébrale. Ils sont de droite profonde, nous sommes de gauche. À tous points de vue, c'est l'eau et le feu. On n'a absolument rien à faire ensemble.»

On lui dit que les circonstances électorales pourraient obliger les francophones à devoir discuter communautaire avec les nationalistes flamands au lendemain des élections du 26 mai. «Non, ça, c'est un fantasme de la N-VA. Le PS ne se mettra pas autour d'une table pour discuter d'une septième réforme de l'État. C'est non. On ne veut aucune réforme de l'État, on ne veut pas du confédéralisme et on ne veut pas entrer dans un quelconque scénario de ce genre. C'est non.» Et il prolonge: «D'ailleurs, je trouverais très utile que les autres partis francophones indiquent aussi qu'ils refuseront d'entrer dans un tel scénario de la N-VA. Parce qu'à part Ecolo qui a été clair, j'ai aussi entendu le MR qui avant d'avoir un couteau planté dans le dos disait 'pourquoi pas faire ceci ou cela'. Pour nous, c'est non.»

On insiste quand même – parce que certains francophones, par exemple certains régionalistes au PS, estiment que les francophones devraient négocier de nouvelles compétences. «Non», répète Magnette. «La N-VA ne vise qu'à démanteler l'État et à mettre la Belgique par terre, donc on ne peut pas ouvrir de discussion classique communautaire avec ce parti. C'est biaisé depuis le départ. Et pour ce qui est de la répartition des compétences entre francophones, on n'a pas besoin de discuter avec les Flamands pour ça. On peut le faire sans réforme de l'État.»

Sur le socio-économique, le socialiste ne lâche rien au gouvernement fédéral. On lui met sous le nez les 219.000 emplois créés durant la législature. «La question est de savoir combien d'emplois ont été créés en Belgique par rapport à ce qui a été fait dans les pays voisins et là franchement ce n'est pas brillant: dans un contexte général de reprise économique, on est un des pays à avoir créé le moins d'emplois et avec la croissance la plus basse. J'ajoute que ces emplois créés en Belgique l'ont été à un coût pharaonique: combien de milliards de réductions de charges patronales cela a-t-il coûté... Ça fait très cher l'emploi créé. Mais fondamen-

talement, l'erreur originelle de ce gouvernement a été de comprimer le pouvoir d'achat, et en particulier de ceux dont les dépenses alimentent la croissance. Ils ont tué la croissance et ils ont tué l'emploi. Le gouvernement Michel, c'est un gouvernement injuste mais aussi inefficace sur le plan macroéconomique. Ils ont pris des mesures purement idéologiques – comme la pension à 67 ans – et ça les a menés dans le mur. La N-VA voulait montrer que sans le PS, ils pouvaient le faire. Cela n'a aucune rationalité économique. Pareil pour le saut d'index.»

Niveau budgétaire, lui dit-on, la Belgique emprunte la bonne voie. Il ricane: «Je me souviens du débat que j'avais fait avec De Wever en 2014 où il était tout content de sa petite phrase «show me the money». Il jurait qu'avec la N-VA, le budget serait à l'équilibre budgétaire. Or on voit aujourd'hui qu'on n'y est pas. Alors, je ne suis certainement pas un fétichiste de l'équilibre budgétaire donc je ne dis rien. Mais si on doit juger ces gens à l'aune de leurs promesses, tout le monde peut voir qu'ils ne les tiennent pas. Pareil pour leur tax shift, il est complètement sous-financé et c'est donc le prochain gouvernement qui devra réparer leurs erreurs. Le tax shift n'a servi qu'à améliorer le pouvoir d'achat des classes moyennes supérieures or ces classes-là ne réinjectent pas en priorité les liquidités dans l'économie puisqu'elles ont une capacité d'épargne. Et de cela, on n'a pas besoin puisqu'on a déjà suffisamment d'épargne en Belgique. Il fallait investir dans les petites pensions, les bas salaires et les prestations sociales. Là, on dope l'économie. Les classes moyennes supérieures, soit elles épargnent, soit elles achètent des biens d'importation, soit elles dépensent cet argent supplémentaire dans des vacances passées à l'étranger. Cela ne sert pas l'économie belge. Par ailleurs, on doit lutter efficacement contre la fraude fiscale, ça n'a pas été fait. Et il y a au minimum 20 milliards d'euros à aller chercher. Toutes les études le confirment. Et la fiscalité sur le capital également, on va y arriver.»

La digitalisation? Une excuse trop facile

On met le cas de Proximus sur la table – l'entreprise publique autonome a annoncé le licenciement de 1.900 collaborateurs cette semaine.

Et là, Magnette se fait carnassier. «L'excuse de la digitalisation est beaucoup trop facile. ING nous l'a déjà sortie dans le secteur bancaire. Je vais vous dire: c'est une excuse qui vise à couvrir un échec du management. Ces gens sont payés quasiment un million d'euros par an et ils ont été incapables d'anticiper l'évolution technologique? Quand j'entends cela, ça me met dans une colère noire. C'est hallucinant. Un manager qui dit: 'Il y a une évolution technologique mais

je ne l'ai pas vue venir, je suis obligé de virer 2.000 personnes', la première chose à faire c'est de le virer lui-même et de mettre quelqu'un de capable à sa place. Comment ose-t-on essayer de faire croire qu'on n'a pas vu venir la digitalisation? Ils n'ont pas de département des ressources humaines chez Proximus? Ils n'étaient pas capables d'engager au fur et à mesure des départs des gens avec des profils plus adaptés? C'est hallucinant et pour moi, ça pose la question de l'incompétence de Dominique Leroy et de son management. Cette boîte est gérée par un management incompétent. Vous voyez beaucoup d'autres entreprises de télécom dire qu'ils n'ont pas vu venir la digitalisation? Mais enfin! On ne parle que de ça depuis dix ans.»

Et il poursuit avec sa casquette d'ancien ministre en charge des entreprises publiques: «La loi qui gère ces entreprises doit être réformée, elle a 25 ans. La responsabilité est publique mais le pouvoir de contrôle de la part du public est quasi nul. Il est anormal et inacceptable que l'autorité publique n'ait pas été informée de la réflexion en cours chez Proximus avant d'en arriver à un scénario catastrophe comme celui que l'on vit. On doit donner beaucoup plus de pouvoir et de capacité de contrôle à l'autorité publique dans la gestion de ces entreprises. Davantage d'information, un meilleur dialogue social, une meilleure représentation des travailleurs dans les organes de direction: c'est fondamental. Et éviterait des catastrophes comme celles-ci.»

On dit: mais vos adversaires jugent qu'alors on va alourdir des structures devant lutter contre des entreprises privées très flexibles. «L'argument de dire que le public fonctionne moins bien que le privé est en train de reculer, il est caduc. La R&D, les fonds publics, tout ça, à 80%, ça vient du public, siffle-t-il en désignant un iPhone posé sur une table. Rien qu'en Wallonie, Sonaca était une entreprise dont on disait que c'était fini, le public l'a récupérée, l'emploi a triplé et l'entreprise est rayonnante. Même chose pour Prayon ou encore pour Safran, ce sont des entreprises privées qui étaient au bord de la rupture: le public est arrivé et en a fait des fleurons. Le manager de l'année Jean-Jacques Cloquet a dirigé un aéroport créé par les

pouvoirs publics. C'est un des plus grands succès industriels de ces trente dernières années. Donc, cette idée du public c'est mal et du privé c'est bien, ça mériterait un peu de nuance.»

Du coup, on tend une perche au Carolo: Belfius ne doit donc pas aller en Bourse... «Évidemment! Ce serait une absurdité complète. On a dû injecter des milliards publics pour sauver Belfius et dès qu'elle revient à l'équilibre et fait des bénéfices, on la reprivatiserait et on rendrait tous les bénéfices au privé. C'est absurde, il faut faire l'inverse.»

L'Europe

Et puis, on lui dit qu'on n'a pas compris cette volonté d'aller truster la tête de liste européenne aux prochaines élections tout en annonçant qu'il ne siègerait pas au Parlement européen. Les gens ne comprennent pas cela, lui dit-on. Il dit: «Non, deux ou trois nationalistes n'ont pas compris. J'ai beaucoup réfléchi avant d'accepter cette proposition parce que c'était un vrai dilemme, j'aurais pu accepter et dire que j'allais siéger à l'Europe. Tout le monde aurait alors dit que j'abandonnais Charleroi. J'aurais pu dire que je ne me présentais nulle part et alors on m'aurait dit que je laissais tomber le parti lors d'une campagne électorale fondamentale. Excusez-moi de le dire moi-même mais dans les sondages, je suis l'homme politique le plus populaire de Wallonie et le second à Bruxelles. J'étais coincé. Il me semble que la moins mauvaise solution est celle que j'ai choisie: je ne fais pas campagne pour un poste mais pour des valeurs et pour mon parti. Je resterai bourgmestre.»

On insiste: les gens qui vont voter pour Paul Magnette comme député européen, ils vont être trompés... Il s'énerve: «J'aime bien les indignations mais j'aime surtout quand elles ne sont pas sélectives. Je vois que chez Ecolo on a une coprésidente qui se présentera au Fédéral mais qui dit que ce qui l'intéresse, c'est la ministre-présidence bruxelloise et qu'elle ne siègera donc pas à la Chambre. Je vois qu'au MR, on a un candidat à la Chambre qui ne va pas siéger puisqu'il est en même temps candidat à une haute fonction internationale. Et ça n'a l'air d'émouvoir personne. Je dis clairement les choses: je ne fais pas campagne pour un poste mais pour des valeurs.»

Et on repart comme on est venu. En s'enfonçant dans la maquette du grand escalier de cérémonie de l'hôtel de ville. Ciao.